

KEYNES, L'EUROPE, LA GAUCHE

Maxime Durand

Critique communiste n°155, 1999.

C'est un point de méthode essentiel que d'assurer une cohérence entre les analyses de la crise et les solutions envisagées pour en sortir : on ne peut diagnostiquer une maladie grave et prescrire de l'aspirine. Tel est le principe sur lequel s'appuie la présentation suivante, au risque du schématisme. Nous distinguerons ici deux « corpus » constitués, définis comme deux ensembles cohérents d'analyses et de propositions. Le premier sera baptisé keynésien, le second radical. Ces qualificatifs devraient évidemment être assortis de guillemets et ne pas être pris à la lettre, surtout en ce qui concerne la référence à Keynes. En revanche, le contenu de ces corpus fait système et met en correspondance un principe essentiel d'analyse et des « solutions ». Comme nous nous plaçons évidemment du point de vue radical, on se permettra de hiérarchiser ces deux niveaux d'analyse en parlant d'une analyse phénoménale pour le corpus keynésien et plus fondamentale pour le corpus radical.

Keynésiens et radicaux

Le principe d'analyse keynésien consiste à désigner le phénomène de la financiarisation comme cible. Le capitalisme contemporain serait avant tout caractérisé par le poids croissant occupé par la finance aussi bien dans la répartition des revenus et que dans les choix de production. La finance casse la demande salariale d'une double manière : en bloquant les salaires, évidemment, mais aussi en réduisant au minimum les effectifs, par l'intermédiaire des critères de rentabilité imposés aux entreprises par les actionnaires. Ces thèmes sont déjà présents chez Keynes qui en appelait à l'euthanasie des rentiers. Mais on les retrouve exprimés de manière brillante et visionnaire dans un article de 1943 de Michael Kalecki.¹ L'économiste de Cambridge, contemporain de Keynes, y décrit un cycle de la politique économique où rentiers et patrons s'allient pour éliminer les aspects défavorables, de leur point de vue, du plein emploi.

Quelles sont alors les recommandations du corpus keynésien ? Elles visent à relancer la demande, à faire sauter les verrous financiers qui s'opposent à la croissance et à contrôler la finance internationale. Le taux d'intérêt, le budget et la fiscalité sont les outils essentiels d'une politique alternative. La baisse du taux d'intérêt a pour effet, dans une logique très keynésienne, de rétablir l'attractivité du taux de profit. L'augmentation des dépenses publiques et le creusement du déficit constituent un second levier visant à relancer la demande. Enfin, les keynésiens ajoutent volontiers un volant réglementaire à leurs propositions, par exemple sous forme d'impôts sur le capital financier ou sur les transactions financières, comme la taxe Tobin. Ces propositions s'inscrivent très bien dans la continuité de Keynes qui écrivait dans sa *Théorie générale* que « la création d'une lourde taxe d'état frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer aux Etats-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise »².

Le corpus keynésien est cohérent au sens où nous avons défini la cohérence : les solutions sont en accord avec le diagnostic. Et il va de soi qu'il s'oppose au corpus néo-libéral actuellement dominant. Ce qui nous intéresse davantage, c'est de le rapporter à ce que l'on a choisi de nommer corpus « radical », plutôt que marxiste, dans la mesure où il existe des variantes qui ne se réclament pas de la référence marxiste. Comme son nom l'indique, le corpus radical cherche à aller à la racine des phénomènes et se situe à un niveau plus fondamental. Son principe d'analyse de la crise renvoie aux limites et contradictions associées à la recherche du profit comme critère dominant du calcul économique. La crise est donc systémique en ce sens que ce sont les

¹ Michael Kalecki, « Political Aspects of Full Employment », *Political Quarterly*, 1943. Cet article a été reproduit dans *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge University Press, 1971.

² John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot.

éléments constitutifs mêmes du mode de production capitaliste qui font apparaître aujourd'hui leurs contradictions profondes. Il ne s'agit pas seulement d'effets parasites liés à la financiarisation. Dans ces conditions, la cohérence radicale met en avant des mesures potentiellement anticapitalistes autour d'une visée centrale qui est d'assurer la priorité donnée à la satisfaction des besoins. Pour atteindre cet objectif, il faut introduire des éléments de « démarchandisation » de la force de travail qui peuvent prendre trois formes principales. Il y a d'abord le principe d'embauches proportionnelles accompagnant la réduction du temps de travail qui affirme la priorité du plein-emploi sur la rentabilité maximale. Les revendications portant sur l'extension des formes de revenu déconnectées du travail vont dans le même sens, en visant à réduire la nature marchande de la force de travail. Enfin, les services publics représentent une forme de socialisation et de déconnexion à l'égard de la rentabilité qui vont dans le même sens. La mise en avant de cette perspective s'inscrit dans une logique transitoire qui fait passer de l'addition de réformes de structure à un projet anticapitaliste d'ensemble.

L'intérêt de cette comparaison entre les deux corpus est de faire apparaître une hiérarchie plutôt qu'une opposition. Le corpus radical domine et englobe le point de vue keynésien parce qu'il se situe à un niveau d'analyse plus fondamental. En s'en tenant aux apparences des phénomènes, le corpus keynésien tend à inverser les déterminations : la financiarisation est appréhendée comme un processus autonome qui vient peser sur la croissance et l'emploi. Pour les radicaux, c'est plutôt l'inverse : la crise systémique du capitalisme fabrique le chômage de masse, et le développement est une forme de manifestation de l'écart croissant qui se creuse entre les besoins sociaux et les moyens capitalistes de les satisfaire.

Cette inversion des déterminations peut aussi être interprétée comme une confusion entre les objectifs et les moyens, ou en tout cas comme une différence de ciblage des objectifs. En caricaturant à peine, la baisse des taux d'intérêt et la souplesse budgétaire sont des biens en soi, car ils suffisent au fond à garantir la croissance et l'emploi. De ce point de vue, les keynésiens opposent une instrumentation du capitalisme symétrique à celle des néolibéraux. Dans les deux cas, les capacités de fonctionnement du système sont virtuellement intactes. Il suffit, pour les restaurer, de faire sauter les obstacles ou distorsions qui l'entravent. Néolibéraux et keynésiens ne diffèrent que sur l'origine du dysfonctionnement : c'est la rigidité du salaire pour les uns, celle du taux d'intérêt pour les autres.

Les keynésiens ont donc un point commun avec les radicaux, celui de s'opposer aux néoclassiques. Faut-il alors adopter une représentation triangulaire ? Il se trouve que non, justement parce que les corpus keynésien et radical ne sont pas réellement antithétiques. On pourrait dire au contraire que le corpus keynésien est inclus dans le corpus radical. L'un et l'autre diffèrent en raison de leur périmètre de cohérence et l'on retrouve ici la distinction entre approches phénoménale et fondamentale. Cela veut dire que les axes politiques du corpus radical ne s'opposent pas aux préconisations keynésiennes mais les englobent. On peut le voir en considérant les trois principales recommandations keynésiennes : déficit budgétaire, baisse des taux d'intérêt, régulation financière.

Au déficit budgétaire préconisé par les keynésiens, le corpus radical oppose ou surajoute le projet d'un prélèvement exceptionnel sur les fortunes visant à remettre à niveau la dette publique. Dans un cas, le déficit est souhaitable en soi, dans l'autre, c'est la structure de financement qui compte. Or, depuis plusieurs années, le déficit résulte du fait que les revenus du capital sont de moins en moins soumis à l'impôt, et la dette publique représente une énorme rente garantie aux épargnants riches. Un tel déficit représente en fait une manière indirecte de répartir la richesse produite de manière inégalitaire, et l'on ne saurait donc y voir que des avantages. L'augmentation des dépenses publiques doit correspondre à un accroissement des budgets sociaux gagé sur une réforme fiscale centrée sur l'imposition des revenus du capital.

A la baisse des taux d'intérêt, le corpus radical oppose ou surajoute l'idée de la réduction du temps de travail comme forme privilégiée de relance et de redistribution de la valeur ajoutée. C'est une analyse désormais classique qui établit que le non-réduction du temps de travail a provoqué,

en un même mouvement, la croissance du chômage de masse et la hausse des taux d'intérêt. Pour baisser les taux d'intérêt et revenir sur la financiarisation, il faut s'attaquer non seulement à l'effet mais aussi à la cause. Le meilleur moyen de dégonfler la bulle financière, c'est d'augmenter la part des salaires à l'occasion d'une réduction massive du temps de travail.

Au contrôle des flux financiers, le corpus radical oppose ou surajoute la défense et promotion des services publics autour de la notion d'appropriation sociale. Si tous les problèmes proviennent du parasitisme de la finance alors un appareil de taxes et de règlements suffira à rétablir le fonctionnement de l'économie. C'est encore une fois une position cohérente. Mais si on met en avant une analyse plus profondément ancrée, on découvre que le mouvement des privatisations correspond à une volonté de désocialiser l'offre de services et de regagner un espace pour la marchandise, alors l'alternative doit introduire des éléments de remise en cause des formes privées de propriété. On retrouve ici l'idée d'un choix essentiel de société qui porte sur l'extension de la sphère marchande. En particulier faut-il flexibiliser jusqu'au bout le marché du travail, de manière à éliminer tout, ou à peu près tout ce qui en fait une marchandise pas vraiment comme les autres ? Ou bien, faut-il démarchandiser l'emploi en établissant des normes sur l'embauche et en déconnectant le revenu des caprices du marché du travail ? Ce sont deux voies complètement opposées, même si cette opposition est masquée par la confusion entretenue sur la réalité des options disponibles. Il y a par exemple un discours sur l'activité qui peut couvrir une politique de liquidation du contrat de travail ou au contraire alimenter une réflexion potentiellement progressiste sur son élargissement sous forme de contrat d'activité-formation.

Encore une fois, on ne doit pas tirer, de cette opposition point par point entre corpus keynésien et corpus radical, la conclusion que l'on doit choisir entre les deux. Il nous semble au contraire que l'on peut être keynésien sans être radical, mais que l'on ne peut être radical sans incorporer les propositions du corpus keynésien : il n'y a pas de contradiction logique entre les deux projets.

Keynes à l'insu de leur plein gré ?

On peut alors passer à une question plus énigmatique et plus difficile : si le corpus keynésien est cohérent et viable, pourquoi n'est-il pas aujourd'hui mis en œuvre par les gouvernements sociaux-démocrates dont ce devrait pourtant être le programme « naturel ». Il va en effet de soi que ce corpus keynésien structure les programmes de la social-démocratie, mais force est de constater aussi que ces programmes ne sont pas appliqués. La dimension européenne est un élément clé de la réponse que les sociaux-démocrates avaient eux mêmes donnée à cette question. Leur argument central a été depuis plusieurs années qu'il fallait construire l'Europe comme préalable à la mise en œuvre de telles politiques. C'est un postulat fondamental qui a justifié notamment le ralliement de Lionel Jospin au Traité d'Amsterdam. On ne fera qu'une citation illustrant cette logique. Elle est empruntée à François Hollande : « *Nous ne vivons pas l'Union européenne comme la fin des choix économiques, mais nous concevons l'Europe comme l'aboutissement d'une politique macro-économique qui doit nous permettre de retrouver des marges de manœuvre et une efficacité réelle des politiques conjoncturelles. Le keynésianisme sort plus renforcé qu'affaibli de la construction de l'Union européenne* ». ³

L'idée que la mise en place de l'euro était un préalable nécessaire est éminemment discutable, mais maintenant que c'est fait, pourquoi ne pas passer à l'acte ? C'est là qu'intervient dans le raisonnement un maillon intermédiaire délicat qui consiste à soutenir qu'un programme eurokeynésien est effectivement possible et cohérent. Utiliser l'unification européenne pour relancer l'économie de manière conjointe, organiser grâce à l'euro une décrue des taux d'intérêt, mettre en place de grands programmes d'investissement, voire de logement social, tout cela représente une politique faisable. Si on prend comme point de comparaison la relance opérée par la gauche française lors de son accession au pouvoir en 1981, on constate que le contexte est aujourd'hui très différent, en particulier parce que la fameuse « contrainte extérieure » ne peut

³ François Hollande, « Entretien », *Revue française d'économie* n°3, été 1998.

plus être invoquée. Et pour bien montrer que tout cela n'est pas de la fiction, il vaut la peine de réfléchir sur les leçons cachées de la conjoncture en France.

L'un des mystères de la conjoncture française en 1998 peut être symbolisé par les courbes que publie régulièrement l'INSEE et qui mesurent, à partir d'enquêtes, le moral des ménages et des industriels. En règle générale, ces deux courbes évoluent de concert et suivent de près la conjoncture économique générale. Mais l'année 1998 est particulièrement atypique car les deux courbes se mettent à diverger : le moral des ménages augmente, celui des industriels s'effondre. Par ailleurs, l'activité économique reste étonnamment soutenue dans un contexte européen de ralentissement. Le tableau 1 ci-contre permet d'expliquer la raison commune de ces deux bizarreries. Sans qu'on s'en rende vraiment compte, l'économie française est en train de tester une politique de relance keynésienne. Celle-ci n'a pas été concertée mais en un sens subie, du côté de l'inflation. Que montre ce tableau ? Le salaire horaire progresse en 1998 de la même manière que les deux années précédentes soit 2,5 %. Mais le taux de croissance de l'inflation ralentit : 2 % en 1996, 1,2 % en 1997 et 0,7 % en 1998. Du coup le pouvoir d'achat du salaire progresse assez nettement, de 1,6 % en 1997 et 1,8 % en 1998, ce qui est nettement plus que le demi-point des années précédentes (0,6 % en 1996). Autrement dit, on assiste à une relance salariale acquise grâce au ralentissement des prix et qui permet de mesurer la pertinence d'une politique keynésienne.

Tableau 1. La conjoncture économique en France

	1996	1997	1998
Salaire horaire	2,6	2,8	2,5
Prix	2,0	1,2	0,7
Pouvoir d'achat du salaire horaire	0,6	1,6	1,8
Effectifs	0,3	0,8	2,2
Effet structure	-0,1	-0,5	-0,6
Pouvoir d'achat des salaires	0,8	1,9	3,4
PIB	1,6	2,3	3,2
Consommation	2,0	0,8	3,8
Solde commercial Caf/Fab*	66	141	131

Taux de croissance annuels moyen en % sauf *milliards de francs

Source : INSEE, Note de conjoncture, mars 1999.

Cette politique ne déclenche en effet aucune des conséquences néfastes prévues par les néolibéraux. L'inflation continue à ralentir, et l'excédent commercial qui avait été dopé par les exportations en 1997 n'a que faiblement reculé. La situation des entreprises n'est pas non plus « dégradée » (du point de vue du profit) puisque la part des salaires est stabilisée à un niveau historiquement très bas (59,9 % en 1997 et 59,8 % en 1998). Le taux d'autofinancement des entreprises reste très élevé : 114 % en 1998 contre 116 % en 1997. Bref, sans le dire ni vraiment le vouloir, l'économie française a adopté depuis deux ans la règle posée par Lafontaine selon laquelle le salaire doit croître à la même vitesse que la productivité du travail. Cette règle revient à dire que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises reste constante au lieu de baisser comme cela a été le cas depuis quinze ans. Cette relance par la consommation crée plus d'emplois que quand la croissance est tirée par les exportations. Autrement dit, quels que soient les indicateurs utilisés, la politique keynésienne démontre sa viabilité. Elle est loin de représenter à elle seule une sortie du chômage de masse, mais elle fonctionne plutôt bien. Il y a là un constat paradoxal qui en dit long sur la réflexion économique en France. La note de conjoncture de l'INSEE de mars 1999 dont sont tirés les chiffres commentés ici est complètement obnubilée par les répercussions de la crise internationale, ce qui est légitime, mais elle en vient à oublier complètement les ressorts de la croissance. Nulle part n'est signalée l'impact favorable de la croissance du pouvoir d'achat des salaires comme l'un des traits marquants de la conjoncture récente.

Sociaux-démocrates mais pas keynésiens

Manifestement, l'extension et la systématisation d'une politique eurokeynésienne ne sont pourtant pas à l'ordre du jour. Avant même l'éviction de Lafontaine en Allemagne, plusieurs indications avaient été données de manière très claire. La première est évidemment le Pacte de stabilité qui installe durablement un corset contraignant les politiques économiques. Or, il était facile de remettre en question ce Pacte dans la mesure même où il était seulement annexé au Traité d'Amsterdam sans y avoir été intégré complètement. Ces arguties juridiques dissimulent mal, au demeurant, un accord politique de fond. Cette soumission aux critères financiers est d'ailleurs confirmée par les appréciations portées par la fameuse Commission de Bruxelles sur différents budgets nationaux. C'est dans un premier temps l'Italie à qui il est reproché de construire un budget sur des hypothèses de croissance trop optimistes, ce qui, soit dit en passant est probablement vrai. Le gouvernement italien devrait anticiper davantage la récession qui vient, au risque d'ailleurs de la précipiter ou de l'aggraver. Yves-Thibault de Silguy, le commissaire aux affaires économiques et monétaires, lui demande un « *effort supplémentaire pour respecter les objectifs et les engagements pris* » dont il n'hésite pas à chiffrer le montant pour l'équivalent de 25 milliards de francs.⁴ Quelques jours plus tard, le même de Silguy s'attaquait aux budgets français et allemands. Dans leurs scénarios, les deux pays visaient à ramener le déficit public à 1 % du PIB en 2002 alors que le Pacte de stabilité préconise le retour à l'équilibre, autrement dit à un déficit zéro. La stratégie retenue est qualifiée de « *minimale* » et critiquée pour n'offrir « *aucune marge de sécurité* ». ⁵ On voit donc bien que c'est la ligne dure qui l'emporte à la Commission quant à l'interprétation du Pacte de stabilité.

Mais justement : il se trouve par coïncidence que la Commission a été contrainte de démissionner, Monsieur de Silguy inclus. Qui allait désigner la nouvelle Commission ? Les électeurs ? Le parlement ? Evidemment non, ce sont les gouvernements qui se sont accordés sur Prodi qui a effectivement bien mérité de l'austérité maastrichtienne. Si les gouvernements avaient voulu se préserver de nouvelles mises en demeure, il leur aurait été facile d'en faire une condition de la désignation de Prodi, par ailleurs clone parfait de Delors. Il n'en a été en aucune manière question, et cet incident illustre bien la comédie européenne, où les gouvernements font semblant de se faire imposer plus de rigueur par des technocrates qu'ils ont eux-mêmes désignés.

Si ces mouvements de troupes bureaucratiques ne convainquent pas, une autre preuve tangible de l'orientation social libérale maintenue a été fournie par la discussion du budget et notamment de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Tous les gouvernements sociaux-démocrates se sont empressés, une fois l'euro fait, de passer aux choses sérieuses et de s'empailler sur le budget, dans la grande tradition de Mme Thatcher et de son fameux « *I want my money back* »⁶. C'était un test parfait de leur attachement au keynésianisme. Puisqu'il s'agit de construire un espace économique européen, il aurait été assez logique de prévoir une extension de fonds d'harmonisation destinés à accompagner une remise à niveau vers le haut. On aurait pu imaginer, et c'est ce que nous proposons en ce qui concerne le budget européen, de l'étendre fonctionnellement. Par exemple, on choisit de garantir telles normes de santé publique, et on prévoit alors des transferts vers les pays moins riches sur la base d'impôts européens unifiés. Cette logique d'harmonisation était (jusqu'à un certain point) présente dans la PAC et dans les fonds structurels destinés aux régions les plus déshéritées. Une social-démocratie conséquente aurait choisi de consolider cette logique d'harmonisation et de la généraliser à d'autres secteurs. Mais aussitôt que l'occasion s'est présentée, c'est immédiatement l'inverse que l'on s'est empressé de faire.

On pourrait citer aussi l'enterrement discret des idées du Livre blanc de Delors : il n'y aura pas de grands programmes d'infrastructure, pas de programme sur les autoroutes de l'information, et pas non plus de grand emprunt européen pour les financer, contrairement à la (timide) suggestion de

⁴ *Le Monde*, 6 février 1999.

⁵ *Le Monde*, 17 février 1999.

⁶ « *Rendez moi mon oseille* », traduction de Michel Champfleury.

Jospin. Peut-être après tout cela vaut-il mieux, mais ce qui est en train de voler en éclats, c'est bien toute la fiction de l'eurokeynésianisme.

Et pourtant, c'est toujours leur programme ! Les 1er et 2 mars derniers, s'est déroulé à Milan le quatrième congrès du « Parti des Socialistes Européens » qui a adopté un manifeste et un texte en faveur d'un « Pacte européen pour l'emploi ». La lecture de ce genre de textes n'est pas toujours gratifiante, mais il n'est pas inutile d'en extraire un certain nombre de points saillants qui dessinent effectivement un eurokeynésianisme. L'idée générale est excellente : *« au niveau européen, nous devons définir une policy mix appropriée entre la politique monétaire unifiée, les positions des quinze budgets nationaux et la diversité des salaires et des revenus en Europe »*. Le texte recommande aux *« partenaires sociaux une politique salariale où les augmentations de salaires seraient fonction de la productivité »*. Plus loin : *« une croissance plus forte et des taux d'intérêt bas rendraient la consolidation plus facile (...) une politique budgétaire européenne peut jouer un rôle plus important pour renforcer ces nouvelles priorités (...) il n'est pas acceptable pour les socialistes et sociaux-démocrates que l'intégration des marchés des capitaux et des biens conduise à une compétition fiscale déloyale »*. On retrouve donc tout à fait ce que nous avons choisi d'appeler un corpus keynésien, où l'on peut d'ailleurs reconnaître la patte de Lafontaine.

Il y a un peu plus d'un an, Lafontaine, qui n'était alors que Président du SPD, avait publié une tribune résumant sa philosophie.⁷ Son point de départ était un constat d'échec de la politique dite de l'offre qui donne la priorité à la baisse des coûts. Il lui opposait une croissance fondée sur un plus grand dynamisme de la demande intérieure et proposait la règle d'une part salariale constante. Et il établissait clairement le lien avec une réorientation de la construction européenne : *« Avec cette politique budgétaire sérieuse et cette politique salariale stable, on libère aussi la politique monétaire en permettant une politique de taux d'intérêt favorables à l'investissement. Cette nouvelle politique doit s'inscrire dans une politique européenne coordonnée pour plus de croissance et de nouveaux emplois. L'euro ouvrira cette voie, dans la stabilité (...) La voie est libre pour un mix équilibré de politiques de l'offre et de politiques de la demande. Le temps du changement politique est venu »*.

Cet ensemble, encore une fois, est cohérent et les moyens politiques de le mettre en œuvre existent. Si l'on considère en effet les quinze pays de l'Union européenne, on constate que la gauche exerce le pouvoir dans sept pays : France, Portugal, Royaume-Uni, Danemark, Suède, Allemagne, Grèce et qu'elle dirige le gouvernement avec le soutien minoritaire de partis de droite dans quatre autres pays : Italie, Autriche, Finlande et Pays-Bas. La droite n'est donc au gouvernement que dans quatre pays : Irlande, Espagne, Belgique et Luxembourg, avec une participative minoritaire de la gauche dans ces deux derniers pays. Le grand argument de l'isolement de la gauche ne tient donc plus. Le programme européen des socialistes pourrait et devrait être un programme de gouvernement. Or, ce n'est manifestement pas ce programme qu'ils appliquent. Pourquoi ?

Le social-libéralisme contre Keynes

Pour répondre à cette question (ils ont un programme viable, et ils ne l'appliquent pas) il est intéressant de réfléchir sur l'éviction d'Oskar Lafontaine⁸. La raison immédiate de son départ, c'est sa manière insistante de réclamer une baisse prononcée des taux d'intérêt et à écorner ainsi le principe sacré d'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE). Il avait parfaitement raison de le faire et d'ailleurs la BCE, quelques semaines plus tard, lui a rendu une sorte d'hommage posthume en baissant d'un demi-point son taux directeur, c'est-à-dire un peu plus que ce que l'on attendait. Même *The Economist* qui n'est pas suspect de sympathies à l'égard de la

⁷ Oskar Lafontaine, « Le temps du néolibéralisme est révolu », *Alternatives économiques* n°158, avril 1998. Ce texte est la traduction d'une tribune publiée dans *Die Zeit* du 26 février 1998.

⁸ voir l'article de François Vercammen, « Lafontaine débarqué par le grand capital allemand », *Inprecor* n°434, avril 1999.

gauche l'a reconnu dans un éditorial intitulé *Oskar bravo* : « *les taux d'intérêt étaient trop élevés en Europe (...) et Wim Duisenberg, le chef de la BCE, a eu tort de répondre qu'ils étaient historiquement bas ; c'est peut-être vrai des taux nominaux, mais pas des taux réels, le genre d'erreur (ou de tentative de tromperie) que l'on attendrait d'un politicien, pas d'un responsable de banque centrale* ». ⁹ Le vrai reproche porte en réalité sur l'idée de fixer une norme de part salariale constante mais ce « dada keynésien », on en conviendra, n'a rien de révolutionnaire. C'est même la seule règle qui soit soutenable à terme. La règle avancée depuis le Livre blanc de Delors était que la progression du salaire soit inférieure d'un point à celle de la productivité. Mais si on la prolonge jusqu'en 2040, pour reprendre l'horizon du rapport Charpin sur les retraites, elle conduit au résultat absurde d'une part des salaires voisine de 40 %. Et on a vu aussi que la règle salariale proposée par Lafontaine était reprise par les socialistes au niveau européen. Elle est aussi la seule manière d'empêcher que la rigidité monétaire débouche sur une spirale à la baisse des salaires, comme l'ont parfaitement compris l'IG-Metall en Allemagne.

Les sociaux-démocrates peuvent s'abriter derrière l'absence d'institutions adéquates, mais ils ont les institutions qu'ils méritent. Il est vrai que la construction européenne néolibérale a accouché d'une seule grande institution, la banque centrale européenne et que font cruellement défaut les instruments permettant de réaliser la coordination des politiques économiques, le fameux gouvernement économique dont Jospin a évoqué la perspective pour mieux justifier son ralliement au traité d'Amsterdam. En matière de politique sociale, le fameux chapitre emploi qui lui a été rajouté est une farce sinistre où il est difficile de dire qui se moque de qui. Quand on regarde de près la philosophie qui inspire les programmes pour l'emploi, on découvre qu'ils ne font que reprendre, avec un vocabulaire allégé, les recommandations néolibérales classiques. En particulier, la réduction du temps de travail a évidemment disparu et l'on parle d'employabilité, d'activation des dépenses de l'emploi, autant d'étiquettes de gauche pour des marchandises bien connues.

On pourrait encore invoquer la surdétermination atlantico-mondialisée de la construction européenne. Le processus actuel de mégafusions au niveau européen fait apparaître la relative inconsistance d'un capital qui ferait de l'Europe son horizon, et de l'euro sa monnaie. En réalité, ce processus est loin de suivre des lignes de pente communautaires : les groupes fusionnent souvent avec des partenaires extérieurs à l'Union européenne (notamment les Etats-Unis) plutôt qu'entre groupes européens. En ce sens, on vérifie que la construction européenne n'est pas le produit linéaire d'un capital européen qui se serait progressivement constitué par addition de groupes nationaux. Les grands groupes européens sont d'ores et déjà mondialisés et leur horizon dépasse les frontières de l'Europe, et échappent jusqu'à un certain point aux instruments de politique économique.

Mais on a beau chercher à trouver des circonstances atténuantes, force est de constater que la social-démocratie est profondément contaminée par la logique néolibérale et ralliée de fait à une logique patronale. Ce qui rend impossible la mise en oeuvre d'un programme eurokeynésien c'est avant tout l'absence de volonté politique. Sinon, il est impossible de comprendre toute une série de reculades. Pourquoi, par exemple, ne pas profiter de la conjoncture économique et politique pour « compléter » l'euro d'une refiscalisation harmonisée des revenus financiers en Europe ? On voit bien que c'est hors de question, et nous avons en France un ministre des finances qui a fait sien la nouvelle devise de l'économiste Michel Aglietta : « *stock options et fonds de pension pour tout le monde !* »¹⁰

Contrairement à ce qu'affirmait Alain Lipietz il y a quelques mois, nous ne sommes pas sortis de Maastricht.¹¹ Il est devenu évident au contraire que la transcroissance social-démocrate (de l'euro au social) n'aura pas lieu. Ce sont donc deux illusions considérables qui tombent simultanément. L'idée que l'euro était la condition préalable à une relance concertée apparaît comme une fable.

⁹ « Oskar bravo », *The Economist*, 20 mars 1999.

¹⁰ Voir le dossier « *Monsieur Jospin, voici des idées pour réveiller la France !* » dans *L'Expansion* du 4 mars 1999.

¹¹ Alain Lipietz, « Nous sommes sortis de la logique de Maastricht », *Alternatives économiques* n°160, juin 1998.

On n'avait pas besoin de l'euro pour cette relance et, même avec l'euro, on ne la fera pas. Pourquoi ? Encore une fois, parce que le social-libéralisme a intégré l'idéologie du moins d'Etat, de la baisse des prélèvements obligatoires, qu'il est soumis à des intérêts fondamentalement hostiles à une croissance des dépenses sociales.

Que le social suivrait automatiquement la monnaie, c'est l'autre grande illusion diffusée, notamment en Italie et France, par une gauche sans laquelle, décidément, l'euro n'aurait pas franchi l'étape du début de l'année. Ce que l'on commence à mesurer, c'est que la priorité donnée à la monnaie s'oppose sur tous les plans à la prise en compte des objectifs en matière d'emploi. L'un des récents sommets a explicitement refusé tout objectif précis en matière de chômage, alors que les critères de Maastricht et ceux du Pacte de stabilité sont chiffrés avec une absurde précision. C'est une autre façon de constater à quel point la logique libérale s'oppose à une détermination démocratique des priorités économiques et sociales. On peut même soutenir que la rigidité monétaire n'a d'autre fonction que d'obtenir plus de flexibilité sociale. Face à la « nécessaire compétitivité », les gouvernements ne pourront jouer sur les taux d'intérêt, ni sur le budget, ni sur le taux de change. La seule variable d'ajustement qui leur reste est le salaire. Il faut donc récuser absolument la thèse de la gauche « plurielle » selon laquelle l'important est d'avancer quelle que soit la méthode.

Radicaux et donc keynésiens

Toute marche en avant vers l'harmonisation sociale passera par une remise en cause de la priorité financière codifiée par les traités de Maastricht et d'Amsterdam. La possibilité objective de mener une politique keynésienne telle que nous l'avons décrite suppose que soit remplie une condition préalable. Cette condition n'est pas l'existence d'une monnaie unique, mais la mise en oeuvre d'une rupture minimale, non pas tant avec le capitalisme, mais plus modestement avec sa gestion néolibérale. Définir un modèle social européen harmonisé vers le haut, relancer la demande et l'investissement, définir une politique industrielle et commerciale cohérentes, ce n'est certes pas de l'anticapitalisme, mais il faut malgré tout une autre orientation que le social-libéralisme de la gauche gouvernementale.

La conclusion de cette analyse tient en deux propositions : la cohérence keynésienne existe mais la social-démocratie a choisi, pour des raisons complexes et durables, de ne pas l'appliquer. En outre, les propositions keynésiennes ne vont pas suffisamment à la racine des choses et doivent donc être incorporées et dépassées au sein d'un projet radical. On peut continuer à interpellier le PS sur le thème : vous avez l'euro, vous êtes au pouvoir, rien ne vous empêche d'appliquer votre projet, mais ce doit être sans illusions et à titre uniquement de démonstration. En effet, la social-démocratie a abandonné le réformisme keynésien et cet abandon prépare pour l'Europe des lendemains qui déchantent.

En même temps, nous ne pouvons pas nous contenter d'être keynésiens à la place des réformistes car une différence fondamentale nous en sépare. La logique social-démocrate consiste à gérer le capitalisme de manière plus sociale et c'est ce qui explique une certaine fixation sur les outils économiques. Or, le budget, la fiscalité, même les nationalisations, ne sont au fond, encore une fois, que des moyens mis au service d'un objectif autolimité à une gestion plus sociale. La logique radicale ne consiste pas tant à proposer d'autres moyens mais d'autres objectifs. Elle ne vise pas à moduler le critère de rentabilité mais à y substituer celui de la satisfaction des besoins sociaux. L'inscription de cette perspective dans la pratique sociale passe par l'émergence d'une légitimité alternative qui renverse la perspective. Pour prendre un exemple, l'imposition des revenus financiers est une bonne chose, non pas tellement parce que ce serait une fin en soi (l'équité ?) mais parce que c'est le moyen de plier la répartition des revenus aux choix sociaux majoritaires, notamment la garantie du droit à l'emploi et de conditions d'existence décente (l'égalité ?).

C'est dans cette logique que s'inscrit la démarche programmatique de la Ligue telle qu'elle a été formulée récemment dans la brochure publiée à l'occasion des élections européennes. Les extraits de l'appel de Cologne que nous citons (voir encadré) montrent que cette approche est en prise avec le mouvement social le plus avancé.

(Encadré)

**Les luttes et les revendications deviennent européennes
Appel international de Cologne 23-24 janvier 1999**

Nous appelons à marcher sur Cologne en portant ensemble au moins quatre grandes exigences :

- Un revenu garanti individuel permettant de vivre dans la dignité, sans aucune discrimination d'âge, de sexe, d'origine, ou de tout autre type.
- La création massive d'emplois nouveaux, socialement et écologiquement utiles, non précaires et correctement rémunérés ; une réduction du temps de travail partout en Europe, immédiate et concertée, avec les embauches correspondantes, sans pertes de salaire ni de pouvoir d'achat, et sans flexibilisation ; une égalité des femmes et des hommes en matière de travail et de revenu
- Une amélioration de l'ensemble des droits sociaux en Europe, s'alignant à chaque fois sur es droits les plus justes pour les citoyennes et les citoyens.
- Une Europe ouverte et solidaire, en direction des peuples du Sud comme de l'Est, sans racisme, sans exclusion ni expulsions, avec des droits égaux et garantis pour tous les résidents, quelles que soient leurs origines.

Tout en exigeant un Droit à l'emploi et un Droit au revenu, nous voulons ouvrir le débat sur la nécessité de dépasser un modèle économique qui nous rend dépendants des dynamiques du marché et de la compétitivité.